

**AUTOROUTE** *Le prolongement entre S-Quentin et les Essarts oppose la Ville nouvelle et le Parc naturel*

# Gilles de Robien sur les traces de l'A 12

*Le ministre a la ferme intention de réaliser en 2015 le prolongement de l'autoroute A 12 entre Saint-Quentin et les Essarts, afin de désengorger la RN 10. Gilles de Robien est venu lundi, sur les sites des trois tracés susceptibles d'accueillir l'A 12. Au Mesnil, à La Verrière et dans le Vallon du Pommeret, la population s'est mobilisée. Un projet qui divise les opinions entre la Ville nouvelle et la Vallée de Chevreuse.*

**J**E N'AI AUCUN PRÉJUGÉ. Je crois en ce que je vois. Je suis venu comme quelqu'un qui circule pour trouver le meilleur tracé, a déclaré le ministre des Transports, Gilles de Robien qui a effectué un circuit en Ville nouvelle et en Vallée de Chevreuse. Son objectif : parcourir attentivement, les trois tracés en lice qui pourraient recevoir le prolongement, tant redouté, de l'autoroute A 12. En autobus, le ministre accompagné des sénateurs, députés et maires concernés, parti de Trappes et de Montigny, tronçon commun de départ du futur prolongement, a pu écouter les gens à chaque étape de son parcours.

## «PAS UNE GUERRE SOCIALE»

Dès le Vallon du Pommeret, les banderoles ont surgi pour s'opposer à la réalisation d'un viaduc destiné à porter l'A 12. «Protégeons la Vallée», ont réclamé une soixantaine d'habitants du fameux site classé, au cœur du Parc naturel régional de la Vallée de Chevreuse. «Le tracé n'est pas rural, mais semi-rural, il touche certaines résidences du Mesnil», a souligné le maire du Mesnil Saint-Denis, Jean Creno qui s'oppose fermement au tracé par sa commune et à celui par le Pommeret. «On ne passe pas dans un désert, il y a autant d'habitants au Mesnil qu'à La Verrière, 1750 à Lévis Saint-



Gilles de Robien : «Je n'ai de décision ni dans ma tête, ni dans mes dossiers»

Nom. Chacun redoute autant les nuisances. Il ne s'agit pas non plus d'une guerre sociale, entre les "pauvres de la Ville nouvelle" et "les milliardaires de la Vallée". Il suffit de juger les petites maisons du Pommeret. Il faut revenir au vrai débat. L'enjeu est celui de l'aménagement de deux territoires, le Parc et la Ville nouvelle qui sont deux réussites. Il faut préserver cet équilibre. Si il n'y a pas d'autres solutions que les souterrains, ce coût est le prix à payer pour ménager les populations», a expliqué au ministre, Yves Vandewalle, président du parc naturel. Aux représentants des associations de défense de la Vallée qui craignent que l'arrivée de l'A 12 ne fasse sauter le verrou pour ouvrir le sud Yvelines au trafic transeuropéen. Gilles de Robien a assuré que le ministère tenait compte de l'environnement. «Il faut savoir qu'on ne fait plus les autoroutes comme on les faisait

en 70. Elles sont beaucoup moins traumatisantes, on sait tellement bien épouser les territoires. Et une fois terminées, le traumatisme est fini», a déclaré le ministre. Une éventualité d'autoroute qui fait trembler la commune du Mesnil Saint-Denis. «Le second tracé passe dans le quartier de Champmesnil et coupe notre ville en deux. Il pose un gros problème de sécurité pour les nombreux pavillons qui bordent le tracé, sans penser que le tracé passe devant les écoles», a pointé du doigt le maire du Mesnil soutenu par de plus d'une centaine d'habitants. «Il passe devant la primaire et la maternelle, là là, s'est indignée une maman. «Ce qui n'est pas bon pour Le Mesnil, n'est pas bon pour La Verrière», c'est Pierre Sellincourt, le maire de La Verrière, partisan d'une solution par le Pommeret, qui le dit, sur le site du troisième tracé imaginé. Un itinéraire qui longerait la voie

ferrée et les cités situées en zone sensible. Une marée humaine, trois cents personnes environ lèvent ensemble des pancartes jaune et rouge : «2 A, non, 3 C oui !» crient les habitants de La Verrière. «Les pelleteuses étaient prêtes pour construire l'autoroute au Pommeret. Pourquoi revient-on au tracé urbain», interpelle une dame. «Nous sommes dans les immeubles, c'est le tracé le plus fou et les nuisances seront sans nom également pour Coignières, Elancourt et Maurepas», lance le maire de La Verrière aux côtés du maire d'Elancourt. «C'est horrible, vous allez toucher des emplois et des cimetières !» renchérit une habitante.

## L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

«Non, il n'y aura aucun emploi touché. Nous allons tenir compte de la tranquillité des gens, de la préservation du paysage et du coût. Je suis venu là pour entendre et comprendre, m'ouvrir les yeux et les oreilles», a répondu Gilles de Robien. Le ministre entend adopter la même méthode prise pour régler la question de l'autoroute A 51 : entre Gap et Grenoble, deux groupes de pression s'opposent entre les tracés est et ouest. Là aussi, j'ai constaté la situation sur le terrain. La décision sera démocratique et républicaine après la commission nationale du débat public qui sera saisie en début d'année 2005. Les choses doivent mûrir. Je n'ai une décision ni dans ma tête, ni dans mes dossiers», a affirmé Gilles de Robien à l'issue de sa visite. Un ministre qui a rappelé sa détermination à prolonger l'A 12 : «Gouverner, c'est décider même si des gens peuvent être fâchés. On peut toujours imaginer des arrangements possibles sur les tracés, mais nous serons guidés uniquement par l'intérêt général», a souligné le ministre qui prévoit une décision gouvernementale fin 2005 ou début 2006.

Philippe Cohen